



Editée par :

L'Union Prolétarienne Marxiste-Léniniste

Sommaire

<i>Un gouvernement de la classe ouvrière</i>	<i>Page 3</i>
<i>Encore la guerre et une capitulation</i>	<i>page 5</i>
<i>La misère du peuple pendant le siège de Paris</i>	<i>page 6</i>
<i>Au nom du peuple ! La Commune est proclamée !</i>	<i>page 8</i>
<i>Des obstacles à la révolution sociale</i>	<i>page 9</i>
<i>Des paroles et des actes</i>	<i>page 11</i>
<i>La Commune au féminin</i>	<i>page 12</i>
<i>Le « Manifeste du comité des vingt arrondissements »</i>	<i>page 13</i>
<i>La semaine sanglante</i>	<i>page 15</i>
<i>Quelle frousse ils ont eue !</i>	<i>page 17</i>
<i>Les leçons de la Commune</i>	<i>page 18</i>
<i>La Commune et l'Internationale</i>	<i>page 21</i>
<i>Quelques questions et réponses sur la Commune</i>	<i>page 22</i>
<i>Bibliographie, films et vidéos</i>	<i>page 25</i>

La première édition de cette brochure est parue en lien avec le journal PARTISAN (de l'OCML VP). Elle est ici rééditée avec une nouvelle introduction et quelques modifications sous la responsabilité de l'Union Prolétarienne ML.

La COMMUNE :

"Un gouvernement de la classe ouvrière"

Le 18 mars 1871, le peuple parisien chassa le gouvernement bourgeois et instaura le premier gouvernement de la classe ouvrière. Ainsi naissait « la Commune de Paris ». Pendant 72 jours elle démontra qu'il était possible pour le peuple de s'émanciper de ceux qui l'oppriment et l'exploitent. 72 jours riches en événements, riches en transformations révolutionnaires, riches pour l'histoire du mouvement ouvrier qui aujourd'hui encore cherche une issue à la crise sans fin du capitalisme. La Commune sera riche de succès, et d'échecs, car nous ne l'oublions pas - la bourgeoisie finalement écrasa les Communards.

C'est de ces 72 jours dont nous parlerons : ils sont toujours aussi méconnus, la bourgeoisie, toujours dominante, n'en fait pas publicité ! C'est donc aux prolétaires de se réapproprier leur histoire, c'est pourquoi l'Union Prolétarienne Marxiste-Léniniste à l'occasion du centenaire de la Révolution d'octobre 17, réédite ce texte publiée, en 1996, dans le journal mensuel Partisan.

Aujourd'hui, la société capitaliste est marquée par des crises multiples : crises économiques, politiques, écologiques, militaires, idéologiques... Le réformisme lui-même est en crise. Les luttes de la classe ouvrière et des larges masses, leurs contradictions et oppositions contestent cette société (le profit avant tout, les inégalités de classes, la concurrence, les guerres et la destruction de l'environnement naturel...) et interrogent à nouveau l'avenir.

L'avenir n'est certainement pas à rechercher dans les poubelles de l'histoire républicaine bourgeoise, mais dans l'expérience des Com-

munards. Car ces derniers tenteront de débarrasser la Terre de cette infernale compétition, cause de tant de calamités et de guerres, accumulant profit pour les uns et misère pour les autres. Au XXIème siècle, après la Commune et après bien d'autres expériences (comme la révolution d'Octobre 1917 en Russie ou la Révolution Culturelle 1966-69 en Chine), se reposent à nouveau et d'autant plus fort les bonnes questions: Quelle société construire ? Quel pouvoir pour représenter et défendre les intérêts de la classe ouvrière, des travailleurs, de tous les prolétaires et opprimés, jeunes et vieux, hommes ou femmes ? Quel pouvoir pour abolir la propriété capitaliste, les inégalités de classes? Comment combattre pour le communisme et empêcher la restauration capitaliste ?

Mais ces questions ne pourront être résolues que si nous reconstruisons, dès aujourd'hui, en lien avec les luttes et différentes oppositions le Parti Révolutionnaire. Car parler de « révolution », réfléchir aux expériences passées doivent nous mener à préparer les conditions de la prise du pouvoir politique et économique par le prolétariat et ses alliés sur le plan national et international.

Camarades prolétaires, travailleurs et chômeurs, jeunes et vieux, femmes et hommes, immigrés et français... il nous faut nous instruire, réfléchir, agir, nous organiser.

**L'avenir ne se fera pas
sans nous tous !**

UPML, été 2017

Dans la deuxième moitié du XIXème siècle...

...le développement du capitalisme trouve sa dimension internationale. C'est la naissance de sa phase impérialiste avec pour mission la soumission de la Terre entière à la dictature du profit. Nous savons aujourd'hui ce que cela signifie. A l'époque, cela nécessite, en Europe surtout, un nouveau type d'Etat : la république bourgeoise devant assurer la domination de la bourgeoisie sur les travailleurs. Cela aussi, nous connaissons.

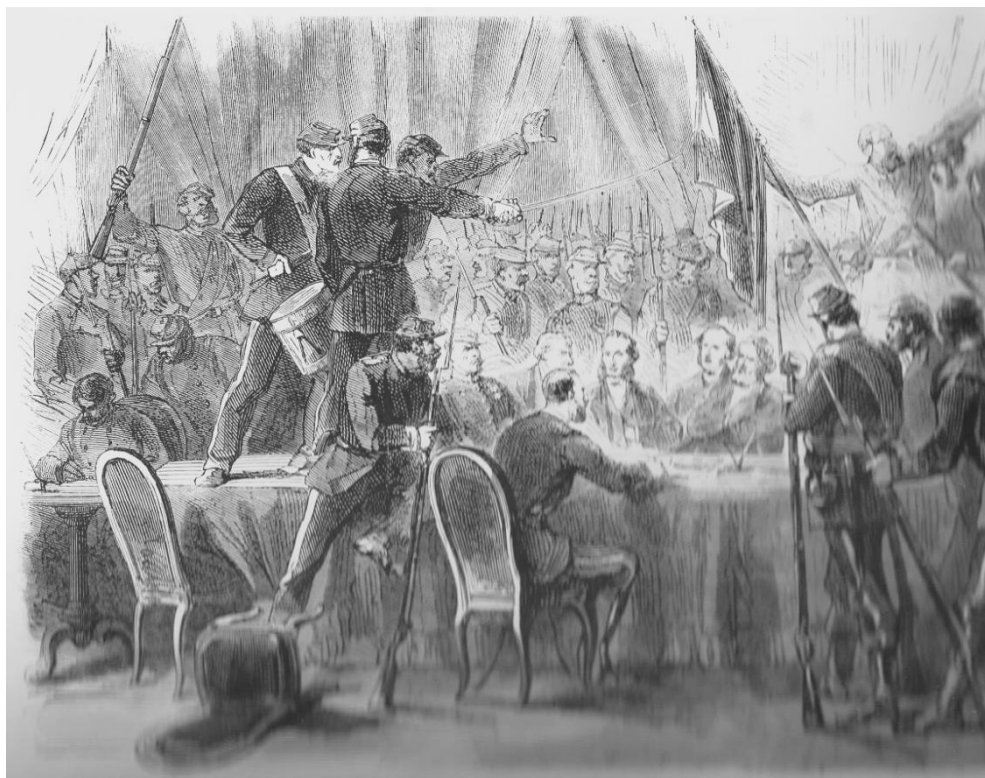
De leur côté, les travailleurs cherchent eux aussi, très confusément, leur République, la Sociale - gouvernement par et pour les travailleurs. Soit deux républiques totalement in-

compatibles. Mais le bourgeois est puissant, les ouvriers et les idées révolutionnaires encore faibles.

Aussi, profitant de la guerre déclarée par un Second Empire à bout de souffle, douze salopards (pour une grosse poignée de «dollars»), un dénommé Thiers à leur tête, s'engagent à faire le boulot: d'un côté liquider le vieux régime de Napoléon III, et de l'autre mater «la vile populace». Le mensonge et la bêtise, la répression, la manipulation et la provocation de ces hommes laisseront le peuple parisien devant un pouvoir à prendre.

Et il le prendra.

La Garde Nationale, les armes à la main, s'impose au nouveau gouvernement bourgeois.



ENCORE LA GUERRE, ET UNE CAPITULATION !

Depuis vingt ans, la France subit un Bonaparte, qui s'est fait appeler Napoléon III grâce à un coup d'état qui installe le Second Empire. La bourgeoisie s'enrichit comme jamais auparavant et, pour cela, elle veut qu'on lui fiche la paix. Aussi le nouveau régime contraint les ouvriers au silence ou les envoie se faire massacrer dans des guerres d'annexion. Le 19 juillet 1870, Napoléon déclare la guerre à la Prusse, mais de défaites en défaites, il capitule à Sedan le 2 septembre. Deux jours plus tard, le peuple parisien marche spontanément sur l'Assemblée Nationale, éjecte tranquillement les hauts fonctionnaires mais laisse faire les habitués de la politique politicarde qui décrètent la destitution de l'Empire et proclament le gouvernement de Défense Nationale.

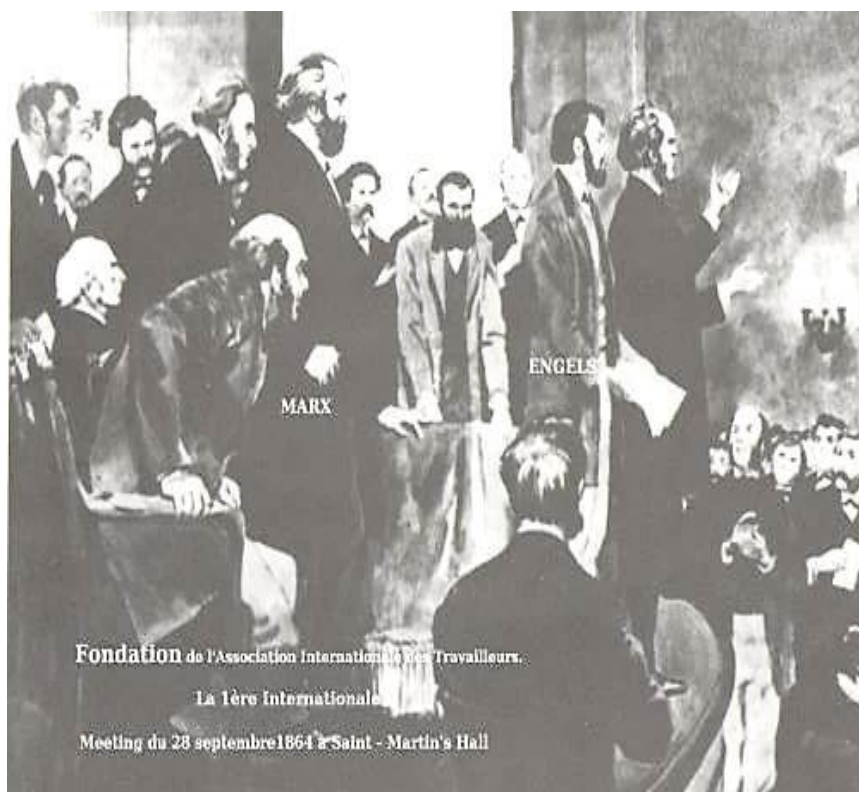
Encore une fois, les professionnels de la politique utilisent la puissance du peuple pour s'emparer du pouvoir. Ces hommes sont connus et certains même sabordèrent déjà la République en 1848. Mais les parisiens leur font confiance !

UN GOUVERNEMENT DE TRAHISON NATIONALE

Les hommes du nouveau gouvernement ne songent pourtant qu'à une chose : la capitulation. En effet, ils *«haïssent moins les prussiens que les ouvriers»* dont la colère menace surtout leurs privilèges lorsque trois cent soixante mille gardes nationaux - ouvriers, petits artisans et même bourgeois -, tous pour la guerre contre l'ennemi, exigent d'être armés et récupèrent leurs canons --(Jules Ferry, membre du gouvernement, dira : *«on ne met pas des armes dans les mains de tant de mauvais sujets»*). De plus, chaque jour, dans la capitale, naissent des associations de quartiers, patriotiques mais aussi révolutionnaires, tandis que les clubs populaires contribuent à la propagation des idées «dange-reuses». Le gouvernement est donc pressé de s'entendre avec les Prussiens pour mater Paris. Bismarck, pour sa part, exige une France prospère et calme capable de payer les dettes de guerre qui atteindront cinq milliards de francs !

La section parisienne de la première Internationale (créée à Londres par Marx et Engels), très affaiblie par les procès qui lui ont été intentés par l'Empire (condamnations, désaffections), publie dès le début des hostilités un manifeste qui dit :

«Aux Ouvriers de toutes les Nations: Frères d'Allemagne! Nos divisions n'aboutiraient qu'à un triomphe complet du despotisme des deux côtés du Rhin...». *Ce à quoi répondent, parmi d'autres, les délégués de 50 000 ouvriers saxons : « nous n'oublierons jamais que les despotes de tous les pays (sont) nos ennemis!»*



LA MISERE DU PEUPLE PENDANT LE SIEGE DE PARIS

A partir du 18 septembre, les troupes prussiennes assiègeront Paris pendant plus de cinq mois jusqu'à la signature de l'armistice.

L'hiver est très rude dans les quartiers populaires et la misère est terrible

Pendant que les spéculations vont bon train (les privations ne sont pas les mêmes pour tous!), le gouvernement laisse ouvriers et artisans mourir de faim, avec, pour tout revenu, la

solde du garde national, soit 1 Fr. 50 par jour pour nourrir femmes et enfants. On peut acheter un

rat pour 3 Fr. et un kilo de beurre pour 30 francs. Vingt-cinq mille chats, soixante-dix mille chevaux et les deux éléphants du Jardin des Plantes finiront dans les gamelles alors que les coffres de la Banque de France sont pleins à craquer !



«UNE PAIX COMBINÉE COMME UN COMLOT»

Tout en déclarant n'avoir *«qu'un seul but : le salut de la patrie»*, le gouvernement tente diverses négociations secrètes avec les Prussiens. C'est Thiers, «l'homme des grandes affaires et des banques», depuis quarante ans dans le carriérisme politique et grosse fortune personnelle, qui va prendre la direction des opérations pour «conclure la paix et soumettre Paris». Pour lui, conclure la paix signifie signer l'armistice avec son pote, Bismarck, le 28 janvier 1871, après avoir envoyé à la mort quatre milles hommes à Buzenval pour prouver aux parisiens l'inutilité

de toute résistance. L'armistice décrète le désarmement de Paris, mais - grave erreur ou calcul prémédité- la Garde Nationale, n'étant pas considérée comme une armée, conserve armes et canons !

Bismarck exige une nouvelle Assemblée docile. Celle-ci est élue d'une manière douteuse et consacre l'opposition de la Province rurale majoritairement hostile à la guerre, mais surtout - la propagande aidant et malgré quelques agitations à Lyon et Marseille - très hostile aux troubles dans la capitale. La paix des puissants est signée avec le soutien de la France profonde, contre Paris la rouge.

LA RÉPRESSION

Pour «soumettre Paris», le gouvernement réprime d'abord les travailleurs de la capitale. Il supprime la solde des gardes nationaux pour tenter de les décourager. Il exige le paiement immédiat des loyers, suspendu pendant le Siège, et artisans et commerçants sont sommés de payer leurs dettes illico presto.

Aveuglés par leur terreur du «rouge», les hommes du pouvoir ne voient-ils pas qu'ils favorisent ainsi l'unité des ouvriers et de la petite-bourgeoisie qui permettra la Commune ? Ou

bien s'agit-il d'une politique délibérée, destinée à pousser les faubourgs à commettre des actes «extrêmes» qu'on pourra alors réprimer ?

On sait aujourd'hui qu'il y avait un peu des deux. Bêtise monumentale et provocation délibérée. Ainsi, jusqu'au 18 mars, date de l'offensive générale de Thiers contre la Garde Nationale et le peuple, se succéderont les provocations du gouvernement qui auront pour seul résultat de renforcer la colère et l'unification des parisiens !

L'OFFENSIVE GÉNÉRALE CONTRE LE PEUPLE... échoue !

Que fait le peuple ?

Dans chaque arrondissement, il s'organise, entre autres, en comités républicains de vigilance qui prendront peu à peu un caractère nettement révolutionnaire, ou encore dans la très populaire et très estimée Garde nationale qui se fédère (d'où le nom des fédérés) et crée un Comité central. Par ailleurs, un projet de Délégation centrale qui doit réunir des représentants de l'Internationale, des Sociétés ouvrières et des Comités de Vigilance, échoue. Son programme réclame «la suppression des privilèges de la bourgeoisie...et l'avènement politique des travailleurs». La «Délégation» s'affirme encore pour un socialisme révolutionnaire militant et organisé.

Le peuple de Paris se manifeste par des actions pacifiques ou armées : essai de prise de pouvoir, le 31 octobre, au cri de «Vive La Commune ! » ; protestation des gardes nationaux contre l'armistice qui fait cinquante morts dans leurs rangs ; le 7 janvier, le Comité Central des Vingt arrondissements réclame la Commune ; début d'insurrection le 13 mars dans le 13e arrondissement. Le peuple s'éduque : par la discussion et la pratique de la démocratie directe dans les clubs populaires que le gouvernement veut interdire en janvier ; par une presse vivante et impertinente, des affiches, des tracts et des proclamations par milliers...

Enfin, il se protège. «Il faut garder les canons» que le peuple avait achetés par souscription pour se défendre contre les prussiens

Ceux du pouvoir qu'il faut retenir. Thiers, Jules Ferry, Jules Faure, Jules Simon, Trochu.

Ceux du peuple qu'il faut retenir. La force du peuple, c'est l'anonymat ; Félix est ouvrier du bâtiment, Marie travaille dans la confection, Constantin, douze ans, est sans domicile fixe et Emile et Aliette sont cordonniers.

En tout cas, Thiers veut «en finir avec les scélérats». Le 17 mars, le conseil de guerre décide l'arrestation en masse des «rouges» et des républicains, et une série de mesures militaires destinées à contrôler Paris. Dans la nuit du 18 mars, sur la Butte Montmartre, les troupes régulières s'emparent des canons de la Garde Nationale, c'est à dire du peuple. Mais ici aussi, la bêtise se mélange encore à la manipulation : personne n'a prévu d'attelage pour le transport des canons !

C'est à ce moment-là que - écoutez bien, les hommes - des femmes, des travailleuses du peuple de Paris, vont faire changer le cours des événements...

AU NOM DU PEUPLE ! LA COMMUNE EST PROCLAMÉE !

EH BIEN, PRENONS LE POUVOIR !

Les premières dehors, les femmes, entourent les soldats, réclament leurs canons et rameutent une foule de plus en plus grande. Les soldats fraternisent avec les gardes nationaux et fusillent leurs officiers, Lecomte et Thomas. Surpris par l'échec de l'opération, le gouvernement prépare sa fuite, Thiers en premier, tandis que les parisiens se réveillent en découvrant la vacance du pouvoir ! On se mobilise, dresse des barricades, se réunit. La Commune, le pouvoir des ouvriers, tant réclamée depuis 6 mois, va s'établir, presque malgré elle, dans la surprise et l'innocence ! Le Comité central de la Garde nationale, véritable armée populaire, semble être de fait la seule structure capable d'assurer

l'interim en attendant les élections de la Commune, le 26 mars et, pendant 72 jours, le peuple parisien va tenter de se gouverner face à un ennemi à deux têtes : Thiers, le héros de la bourgeoisie et des monarchistes et Bismarck qui va armer les versaillais.

«**A Versailles!**», Ministres, soldats et armements, personnels administratifs emportant archives et fonds s'enfuient sous le regard charitable de la Commune ! Il y a bien quelques voix pour exiger une offensive immédiate sur Versailles mais elles restent l'expression de volontés isolées et là est l'un des problèmes de la Commune.

LE 18 MARS VU PAR LOUISE MICHEL ET ARNOULD

Louise Michel qui se trouve à Montmartre, apprenant l'attaque surprise de l'armée, descend la butte, sa carabine dissimulée sous son manteau, en criant : «trahison» ! Elle raconte :

«Dans l'aube qui se levait, on entendait le tocsin ; nous montions au pas de charge, sachant qu'au sommet il y avait une armée rangée en bataille. Nous pensions mourir pour la liberté. On était comme soulevés de terre. Nous mort, Paris se fût levé. Les foules à certaines heures

sont l'avant-garde de l'océan humain. La butte était enveloppée d'une lumière blanche, une aube



Louise Michel s'engage dans la Garde nationale.

splendide de délivrance... Ce n'était pas la mort qui nous attendait sur les buttes où déjà pourtant l'armée attelait les canons,... mais la sur-

prise d'une victoire populaire. Entre nous et l'armée, les femmes se jettent sur les canons, les mitrailleuses; les soldats restent immobiles. Tandis que le général Lecomte commande feu sur la foule, un sous-officier sortant des rangs se place devant sa compagnie et plus haut que Lecomte crie: «Crosse en l'air!» Les soldats obéissaient. C'était Verdaguerre, qui fût, pour ce fait surtout, fusillé par Versailles quelques mois plus tard.

La révolution était faite ».

Qui va gérer les affaires publiques? *C'est le Comité central de la garde nationale... Le Comité? Le témoin Arthur Arnould raconte : «A l'Hôtel de Ville il y a des hommes dont personne ne connaissait les noms, parce que ces hommes n'avaient qu'un nom : LE PEUPLE. La tradition était rompue. Quelques choses d'inattendu venait de se produire dans le monde. Pas un membre des classes gouvernantes n'était là. Une révolution éclatait qui n'était représentée ni par un avocat, ni par un député, ni par un journaliste, ni par un général. A leur place, un mineur du Creusot, un ouvrier relieur, un cuisinier, etc., etc. Un pareil fait se produisant dans Paris révélait, je le répète, une situation sans précédent, dans le livre de l'histoire, on avait tourné une page, on entamait un nouveau chapitre.»*

Ce qui s'oppose à la Révolution sociale

Après tant d'années d'oppression, de trahisons et de lâchetés, les communards sont animés d'un souci d'honnêteté et de légalité sans pareil. On aspire à la République sociale, fraternelle et universelle. D'ailleurs tout le monde parle de république, même à Versailles ! Mais chacun y met une intention différente.

1 /La prédominance du sentiment patriotique

Fort répandu, y compris dans les rangs révolutionnaires, et exacerbé par la capitulation du gouvernement de Défense nationale face à la puissance prussienne, le patriotisme rassemble ouvriers, artisans, employés, petite-bourgeoisie et même certains bourgeois. Permettant une alliance de ces couches sociales, ce sentiment confus est également très éloigné de l'internationalisme ouvrier qui en est encore à ses balbutiements. On table toujours sur la fraternisation des troupes et sur la conciliation, malgré les attaques et les massacres de plus en plus fréquents et hardis de soldats analphabètes et manipulés recrutés parmi la réaction rurale, et malgré le refus de tout dialogue de la part de

Versailles et le soutien évident des prussiens. On va perdre un temps précieux avant d'adopter une attitude plus réaliste et se choisir des généraux à la hauteur tels Dombrowski !

On ne comprend pas la nécessité vitale de chercher l'union avec les provinces françaises qui, elles, sont solidaires de Paris (Lyon, Marseille, Le Creusot, Toulouse, Narbonne ou Limoges tenteront de véritables insurrections).

Enfin, on ne comprend pas non plus le soutien passionné des ouvriers allemands, américains, suisses, belges, anglais, espagnols, italiens, russes,... ni la signification toute nouvellement anticoloniale du soulèvement kabyle d'avril, en Algérie.

2/L'absence de parti ouvrier révolutionnaire

D'une composition sociale encore peu basée sur le prolétariat industriel, les forces révolutionnaires sont disparates, en désaccord, pas préparées. Au sein des instances «dirigeantes» jusque sur les barricades, on en trouve pourtant toutes les composantes, parmi lesquelles on peut discerner 3 tendances.

*la petite-bourgeoisie républicaine plutôt modérée, romantique et anticléricale (sentiment également très fort chez les ouvrières et ouvriers);

*les blanquistes, entraînés à «l'action directe » révolutionnaire mais sans réel projet de société, qui sont pris de court par l'opportunité du 18 mars et par l'absence de Blanqui et de leurs chefs, arrêtés par les versaillais depuis novembre 70 ;

*les membres de l'Association Internationale des Travailleurs (décimés par la répression sous l'Empire) seraient plutôt l'inverse. Peu nombreux, on compte parmi eux d'éminents activistes, comme Varlin, Assi, Malon, Fränkel mais c'est surtout ici que l'on pense au futur socialiste et à la construction du mouvement ouvrier.



Manifestation saluant la fin du congrès de l'AIT

Seulement il est un peu tard pour se mettre à la tâche. On n'a pas le temps de penser, il faut agir vite et pourtant aucune force ni parti représentant les travailleurs n'est assez uni ni organisé pour canaliser et mobiliser ! On peut même dire que la Commune pâtit de la multiplicité des pouvoirs.

Quels représentants du peuple dirigent vraiment ? Le Comité central de la Garde nationale ? Le Conseil de la Commune ? Le Ministère de la guerre ?

L'APPRENTISSAGE DU POUVOIR

La démocratie populaire et directe

La Commune fait l'expérience de la pratique de **la démocratie populaire et directe**: débats contradictoires, votes, élections, mandats impératifs et révocations des délégués. La pratique de cette démocratie s'exerce partout, du simple club de quartier au Conseil de la Commune, du bataillon de la garde nationale jusqu'à son Comité central. C'est l'apprentissage du pouvoir révolutionnaire. Apprentissage de la responsabilité collective où chacun participe à tour de rôle à ce pouvoir. Le but est d'ôter toute prétention à l'usurpation du pouvoir. D'ailleurs, les rémunérations des membres et fonctionnaires de la Commune sont alignées sur celles des ouvriers. N'est-ce pas là une forme de pouvoir capable d'en finir avec toute forme de pouvoir ? N'est-ce pas là un des moyens, comme dira Karl Marx dès septembre, de «briser la machine d'Etat», de participer à sa «disparition»? Mais, de fait, cet

apprentissage ne permet pas encore d'éviter les bluffeurs, les carriéristes ou les mouchards ; on fait des sourires à un autre bastion du pouvoir, la Banque de France ; on confond démocratie et action et on ne se donne pas les moyens militaires d'assurer son exercice. Mais écoutez le hongrois Fränkel, membre de la Commune, de l'Internationale, délégué au Travail : «Nous ne devons pas oublier que la révolution du 18 mars a été faite par la classe ouvrière. Si nous ne faisons rien pour la classe ouvrière, je ne vois pas la raison d'être de la Commune». En 72 jours, les mesures prises ou désirées - même si certaines seront reprises à son compte par la bourgeoisie après la Commune (n'est-ce pas «citoyen» Jules Ferry et votre «école moderne»?) - ces mesures suffisent à prouver le caractère nouveau de cette révolution du peuple pour le peuple.



Les clubs de quartier débattent souvent dans les églises.

DES PAROLES ET DES ACTES !

MESURES GÉNÉRALES DE LA COMMUNE

Service militaire aboli, incorporation de tout citoyen valide dans l'armée du peuple, la Garde nationale; Abolition de la peine de mort; Séparation de l'Eglise et de l'Etat; Justice et enseignement gratuits; Enseignement laïque; Droit au divorce et au mariage libre;...

MESURES SOCIALES ET ECONOMIQUES

Réquisitions des logements abandonnés; Remises du paiement des loyers; Suppression du Mont-de-Piété (prêteur sur gages où viennent s'endetter les travailleurs); Aide solidaire pour 400 000 parisiens par la création de cantines populaires, de distributions gratuites; Création de crèches, d'une aide aux filles-mères, etc.

DE VÉRITABLES MESURES SOCIALISTES

Confiscation des biens des versaillais, de leurs amis, et des monarchistes ; réquisitions des usines et ateliers abandonnés par les bourgeois et remis aux associations ouvrières; création d'écoles professionnelles pour filles et pour garçons, véritables tenta-

tives d'associer le travail manuel et intellectuel; bureaux d'embauche et d'entraide contrôlés par la Commune et non plus par la police comme autrefois ; interdictions des amendes sur salaires ; suppression des heures supplémentaires ; suppression du travail de nuit pour les apprentis boulangers, etc.

L'horreur des versaillais est à son comble : *«C'est la suppression par décret des entrepreneurs et des patrons !»*, hurlent-ils. C'est une *«...atteinte à la liberté du travail...»*.

La réaction s'organise. Tout en isolant Paris du reste du monde, les Prussiens aident Thiers à reconstituer une armée puissante et endoctrinée qui devient chaque jour plus dangereuse.

*****.

Face à cela, la Commune se divise à propos de l'instauration d'un pouvoir supplémentaire, à vocation dictatoriale, le Comité de Salut Public, réminiscence de la Terreur de la Révolution Française.

Malgré cette situation, soumis aux bombardements incessants, le peuple révolutionnaire - en l'absence d'une direction révolutionnaire collective mais avec le dévouement combatif de «chefs» révolutionnaires, s'organise et se prépare au combat :



Les barricades sont prêtes.

LA COMMUNE AU FEMININ

«Nous voulons le travail mais pour en garder le produit. Plus d'exploiteurs, plus de maîtres. Le travail et le bien-être pour tous. Le gouvernement du peuplé par lui-même».

Le manifeste de l'Union des Femmes exprime clairement l'engagement très important des femmes pour la Commune. Elles sont déjà très mobilisées sous le Siège de Paris, organisées dans 160 comités de quartiers. Par nécessité, elles expérimentent les premières une sorte de collectivisation de la vie quotidienne pour faire face aux rigueurs du Siège. *«Elles avaient bien plus souffert que les gardes*

nationaux». Mais ce n'est pas tout. Les 112 000 travailleuses parisiennes constituent la partie la plus exploitée de la classe ouvrière (une femme gagne en moyenne la moitié du salaire d'un homme). Elles ont donc tout à gagner dans la Commune, y compris aux yeux de leurs propres compagnons de misère et du mouvement ouvrier. L'anarchiste Proudhon, traditionnellement influent chez les ouvriers, n'a-t-il pas établi l'infériorité irrémédiable de la femme ?! L'Internatio-

nale n'a-t-elle pas condamné, en 1866, le travail des femmes et demandé qu'elles restent à la maison ?! Par leur action dans les cantines, les ambulances, l'enseignement, la production pour la Commune, l'activisme politique et éducatif (ce sont surtout elles qui animent et remplissent les clubs et associations populaires), ou encore dans les combats contre les versaillais, les femmes du peuple parisien sont la fierté de la Commune.



Parmi les milliers de ravaudeuses de bas, de journalières, de concierges, de domestiques, de chiffonnières, de nourrices, de cuisinières, d'ouvrières en bijoux, en boutons, de couturières à la mécanique, de relieuses, ...quelques noms à graver dans les mémoires :

Louise Michel, Elisabeth Dmitriev, Nathalie Lemel, André Léo, Anna Jaclard, Victorine B.,...

- COMMUNE DE PARIS 1871 -

MANIFESTE DU COMITÉ DES VINGT ARRONDISSEMENTS

Paris, par la révolution du 18 mars, par l'effort spontané et courageux de sa Garde nationale, a reconquis son autonomie, c'est-à-dire le droit d'organiser sa force publique, sa police et son administration financière. Pour assurer le triomphe de l'idée révolutionnaire et communale, dont nous poursuivons le pacifique accomplissement, il importe d'en déterminer les principes généraux et d'en formuler le programme que nos mandataires devront réaliser et défendre.

« La Commune est la base de tout Etat politique, comme la famille est l'embryon des sociétés. »

C'est cette idée communale, poursuivie dès le XII^e siècle, affirmée par la morale, le droit et la science, qui vient de triompher le 18 mars 1871.

Elle implique, comme forme politique, la République, seule compatible avec la liberté et la souveraineté populaire ;

La liberté la plus complète de parler, d'écrire, de se réunir, de s'associer ;

Le respect de l'individu et l'inviolabilité de sa pensée ;

La souveraineté du suffrage universel, restant toujours maître de lui-même et pouvant se convoquer et se manifester incessamment ; Le principe de l'élection appliqué à tous les fonctionnaires et les magistrats ;

La responsabilité des mandataires et par conséquent leur révocabilité permanente ;

Le mandat impératif, c'est-à-dire précisant et limitant le pouvoir et la mission du mandataire.

En ce qui concerne Paris ce mandat peut être ainsi déterminé :

- Autonomie de la Garde nationale formée de tous les électeurs, nommant ses chefs et son état-major général, conservant l'organisation civile et fédérative, représentée par le Comité central et à laquelle la révolution du 18 mars doit son triomphe ;
- Suppression de la Préfecture de police ; surveillance de la Cité exercée par la Garde nationale placée sous les ordres immédiats de la Commune ;
- Suppression quant à Paris de l'armée permanente aussi dangereuse pour la liberté civique qu'onéreuse pour l'économie sociale ;
- Suppression de toutes les subventions favorisant les cultes, les théâtres ou la presse ;
- Propagation de l'enseignement laïque, intégral, professionnel, conciliant la liberté de conscience, les intérêts, les droits de l'enfant avec les droits et la liberté du père de famille ;
- Organisation d'un système d'assurance communale contre tous les risques sociaux, y compris le chômage et la faillite ;
- Recherche incessante et assidue des moyens les plus propres à fournir au producteur le capital, l'instrument de travail, les débouchés et le crédit, afin d'en finir pour toujours avec le salariat et l'horrible paupérisme, afin d'éviter à jamais le retour des revendications sanglantes et des guerres civiles, qui en sont les conséquences fatales.

Parmi les signataires : **J. VALLES - LEFRANÇAIS - VESINIER - E. POTTIER - ARHOULO - JOURDE - E. VAILLANT - VARLIN - R. RIGAULT - Félix PYAT - EUDES - FRANKEL - P. GROUSSET - J.-B. CLEMENT - RANVIER, etc.**



« LE CADAVRE EST A TERRE ET L'IDEE EST DEBOUT » (Victor Hugo)

Le cri du grand poète, chéri par le peuple du 19e siècle, résume parfaitement ce qu'il faut retenir de la fin de la Commune. Et pourtant, Hugo n'est pas vraiment un partisan des rouges! Mais, devant l'extermination sauvage perpétrée par les «versailleurs», le vieil homme est épouvanté et prend parti pour les vaincus.

Thiers - vieil intrigant ambitieux, agent double de la bourgeoisie et de la monarchie depuis cinquante ans, ardent défenseur de la République bourgeoise qui dirigea, entre autres, la sauvage répression des canuts lyonnais en 1834, déclare :

«NOUS LES ASSASSINERONS LA LOI À LA MAIN»

Depuis un moment, le peuple parisien sent le vent tourner. Grâce aux cent mille soldats français libérés par Bismarck, aux fonds et au soutien fournis par la bourgeoisie, la monarchie internationale et la Banque de France, l'armée de Thiers s'est renflouée. Elle passe à l'offensive dès le 3 avril. Ses bombardements et ses at-

QUE FONT LES PRUSSIENS ?

D'après une convention entre Versailles et le Prince de Saxe, depuis le 22 mai, l'armée allemande cerne Paris au nord et à l'est, le jeudi 25, 5000 bavarois occupent Fontenay, Nogent, Charenton et Montreuil et forment un cordon infranchissable et le soir, 5 000 autres prussiens et 80 pièces d'artillerie occupent Vincennes, cernent le château et arrêtent les fédérés qui veulent s'échapper et rentrer dans Paris. Ils les livrent aux versaillais.



taques se font de plus en plus intensifs et, maintenant, elle viole, massacre les prisonniers et achève les blessés. Nous avons vu que la Commune est un pouvoir populaire divisé, aux compétences militaires et organisationnelles de ce fait très affaiblies et que l'absence d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière se

fait cruellement sentir. La réponse militaire de Paris est trop tardive et échoue avec de lourdes pertes et l'assassinat de deux grands chefs militaires, Duval et Flourens. La démoralisation est grande parmi le peuple, laissé à lui-même, notamment dans la garde nationale, dont les effectifs fondent.

Aussi, le 21 mai 1871, personne n'est là sur les remparts de Paris pour repousser ni même signaler l'entrée des forces versaillaises.

LA SEMAINE SANGLANTE (21 MAI-28 MAI)

Bien sûr, les gardes nationaux de Passy battent le rappel ; bien sûr, depuis longtemps, des barricades de toutes sortes ornent carrefours et rues parisiennes, gardées par des fédérés (gardes nationaux), beaucoup de femmes et des enfants ; bien sûr, les femmes encore s'activent depuis longtemps pour coudre des sacs de sable qui, une fois remplis, renforceront les défenses. Mais les forces sont maintenant faibles et la discipline militaire en débandade.

Que vont pouvoir faire, en effet, 3 à 5 000 (voilà le résultat de toutes les erreurs!) combattantes et combattants contre 130 000 soldats, policiers et gendarmes, appuyés par une formidable artillerie et qui ont pour ordre de massacrer et d'arrêter tout ce qui ressemble à un ouvrier ou qui porte les fameux godillots de la Garde nationale? S'échapper est hors de question : les prussiens font barrage et remettent les fuyards aux versaillais.

Alors, une fois de plus, le peuple prend l'initiative du combat et fait preuve d'un héroïsme collectif et individuel extraordinaire. La résistance est acharnée.

Si l'on peut nommer les bataillons du 101^{ème}, des *Turcos*, des *Vengeurs de Flourens* ou autres *Pupilles de la Commune*, c'est dans l'anonymat que les bataillons de femmes (notamment celui de la barricade de la place Clichy, composé de 120 femmes) ou d'enfants (celui de la barricade de la Porte Saint- Martin) et que des milliers d'ouvrières et d'ouvriers, d'employées et d'artisans préfèrent se faire tuer sur place plutôt que de céder devant

l'ennemi. La technique enveloppante des versaillais freine devant les fédérés de Lisbonne, de Wroblewski ou encore du révolutionnaire polonais Dombrowski qui dirige la résistance sur la rive gauche. Mais celui-ci est tué au combat le 23 mai. Les fédérés perdent ainsi leur meilleur général et se replient.

D'autres encore, tels Eugène Varlin, Nathalie Lemel, Louise Michel, Elisabeth Dmitriev, Léo Fränkel, Jean-Baptiste Clément (l'auteur du *Temps des Cerises*), Jules Vallès, Benoît Malon, Lissagaray, etc. savent que leur place se trouve maintenant avec les leurs et on les verra jusqu'au bout sur les barricades.

Mais c'est dans une complète confusion que se mêlent les attelages, les bataillons qui refluent, les ordres, les appels aux armes, les faux espoirs, les rumeurs répandues par les flics et les mouchards qui pullulent, les explosions et les incendies causés par la guerre des obus et qui coûteront la vie à de nombreuses femmes du peuple au nom de la prétendue existence de «pétroleuses» incendiaires,....



Bientôt, les versaillais prennent à revers les barricades, empêchent les fuites et les foyers de résistances sont bientôt circonscrits dans les quartiers populaires de Belleville, du faubourg du Temple et de la Bastille...

Pourtant il faudra encore quelques jours pour venir à bout du peuple parisien.

Les rescapés connus (Lissagaray, Vallès, Louise Michel, Maxime Vuillaume) rapporteront les nombreux actes héroïques de ces gens qui, pour

beaucoup, n'avaient plus rien à perdre. D'autres, moins connues, comme Alix Payen ou Victorine Brocher, femmes du peuple, nous rappellent pourquoi les communards se battaient. Cette dernière a la possibilité de s'enfuir alors que ses camarades vont être massacrés. Un de ceux-là lui dit : *«mettez en sûreté notre drapeau (...) si vous parvenez à fuir, gardez-le comme un trésor, et qu'il soit encore une fois à la tête des défenseurs du droit pour l'humanité, au cas où une révolution nouvelle surviendrait.»*

LA RÉPRESSION : UN PLAN ÉTABLI DE LONGUE DATE

La répression durera jusqu'à la mi-juin, soit encore pratiquement trois semaines après les combats!

Encore des Chiffres :

*30 000 hommes, femmes et enfants massacrés par les versaillais;
40 000 arrestations; plus de 4000 déportés; 8 à 10 fois plus de prisonniers faits par les versaillais qu'il n'y eu de combattants du côté de la Commune;
Entre 3 et 5 000 exilés en Europe et dans le monde;
1 700 étrangers officiellement arrêtés (700 belges, 400 polonais, 200 italiens, des hongrois, des russes,...);
379 525 dénonciations, anonymes pour la plupart du 22 mai au 13 juin; mais nombreux furent aussi les parisiens qui hébergèrent et cachèrent les « communaux »;
2901 manœuvres, 1659 menuisiers, 2664 mécaniciens, 2293 maçons, 1491 cordonniers, etc. arrêtés pendant la répression;
200 pertes parmi les versaillais;
1 milliard 500 millions de francs, tel est le montant de l'emprunt lancé le 21 juin 1871 pour payer la dette de guerre de 5 milliards imposée par les prussiens;
150 millions de francs, le bénéfice réalisé par les banques en agios, grâce à cet emprunt;
1 millions de francs versés à Thiers pour la reconstruction de sa maison détruite sous la Commune.*

Les casernes, les parcs publics résonnent des fusillades incessantes des pelotons d'exécutions. La Seine charrie des cadavres et le sang coule le long des berges. Les charniers sont improvisés. On y enterre morts et vivants. Pendant le début du mois de juin, de noires fumées coifferont des tas de corps en décomposition, malgré un emploi intensif de la chaux!

Halte aux massacres ! Commencent même à crier les journaux réactionnaires qui redoutent surtout les épidémies (plus tard, les nazis mettront au point des méthodes beaucoup plus efficaces et rapides, même si les soldats versaillais, lorsque le nombre de communards à exécuter dépasse la dizaine, ont déjà ordre d'utiliser une nouvelle machine : la mitrailleuse)!

Il faut bien comprendre que Thiers a un plan préparé depuis avril. L'armée est instruite en vue d'une grande offensive et on a aménagé des dépôts sur les côtes de l'Océan et les trains à bestiaux sont prêts (il faut lire le récit du communard Elisée Reclus sur l'évacuation des prisonniers tellement semblable à celle des déportés pour les camps de concentration, soixante-dix ans plus tard !) Pour à peine 4 000 résistants, l'armée et la police de la réaction massacreront de 30 000 enfants, femmes et hommes, et plus de 40 000 seront arrêtés arbitrairement. On jugera et l'on condamnera à mort, à la déportation ou à la forteresse jusqu'en 1877 ! Varlin lui-même, le grand militant, leur fait tellement peur, qu'il sera assassiné 2 fois ! Massacré sauvagement le 28 mai, il est condamné à mort par contumace en 1872 !

Voilà ce que font les exploiters quand ils ont peur de perdre leurs privilèges. Ils sont prêts à tout. Et il faudra s'en rappeler le moment venu !

QUELLE FROUSSE ILS ONT EUE !

Malgré la présence des Rimbaud, Jean-Baptiste Clément, Verlaine, Hugo, Pottier, Courbet ou encore Manet aux côtés du peuple, très nombreux furent les artistes. Journalistes et écrivains pour cracher sur la Commune. Rappelez-vous bien leurs noms, vous les rencontrez sur les rayonnages des librairies ou dans les manuels scolaires :

Alexandre Dumas fils, George Sand, les frères Goncourt, Feydeau, Théophile Gautier, Flaubert, Zola, Leconte de Lisle, Ernest Renan, la Comtesse de Ségur ou encore Alphonse Daudet. Tous ces honorables dignitaires de la culture française ont écrit les pires horreurs ou sinon affiché leur mépris envers les communards, les travailleurs et leurs espoirs.

Lisez :

Leconte de Lisle pense qu'il faut «...déporter toute la canaille parisienne, mâles, femelles et petits...». Pour **Flaubert**, «...l'instruction gratuite et obligatoire n'y fera rien qu'augmenter le nombre des imbéciles».

George Sand écrit que la Commune « c'est les saturnales de la folie »... « Dieu soit loué mon mobilier est intact », nous rassure-t-elle. Pour ce cher **Zola**, qui a tant étudié le « bon » peuple, le « cauchemar démentiel » et « la bestialité » de la Commune ont enfin pris fin. Il ajoute que « le bain de sang qu'il (le peuple parisien) vient de prendre était peut-être d'une horrible nécessité pour calmer certaines de ses fièvres. Vous le verrez maintenant grandir en sagesse et en splendeur ».

Théophile Gautier voit dans le peuple de la Commune une « *population immonde, inconnue au jour, et qui grouille sinistrement dans les profondeurs des ténèbres souterraines* ». Et notre bon **Feydeau** de vomir, sans doute de peur : « *Messieurs les ouvriers, par cela seul qu'ils caressaient mieux la bouteille que le travail, et se lavaient fort peu les mains, n'ayant pas le temps de le faire, se sont mis en tête que tout leur était dû, leur appartenait sur la terré, et qu'ils en savaient assez long, n'ayant jamais appris que chacun leur métier, pour se substituer avantageusement à tous les gouvernements des peuples civilisés* ».

La Comtesse de Ségur est, comme à l'accoutumée, très charitable : « *ils ont bu tant de vin et d'eau-de-vie pendant leur règne de bandits que la moindre blessure devient gangreneuse* ».

Dumas fils décrit **Gustave Courbet**, le grand peintre,

membre de la Commune : « *(...) de quel fumier, par suite de quelle mixture de vin, de bière, de mucus corrosif et d'œdème flatulent a pu pousser cette courge sonore, cette incarnation du Moi imbécile et impuissant ?* » Un dernier mot pour les communardes ? C'est encore **Dumas fils** qui parle : « *Nous ne dirons rien de leurs femelles par respect pour les femmes à qui elles ressemblent - quand elles sont mortes* ». Tous ont eu apparemment très peur et savent bien - ils l'ont écrit - que si le peuple a subi une défaite, la guerre n'est pas terminée.



LES LEÇONS DE LA COMMUNE

Il apparaît donc à cette occasion - et nous en aurons malheureusement la confirmation de nombreuses fois - que lorsque les profiteurs sont réellement mis en danger par ceux qu'ils exploitent, ils réagissent toujours avec violence. Nul sentiment d'humanité ne les tracasse, nul cas de conscience : ils sont décidés à exterminer «la racaille» ou c'en est fait d'eux.

1) L'offensive contre la bourgeoisie

Face à cette réalité historique, que nous montre la Commune ? Elle apprend, à ceux qui veulent vraiment considérer les faits, que la classe ouvrière au pouvoir ne peut se permettre le luxe d'un excès de bonté pour la bourgeoisie, d'honnêteté humaine envers elle. Non seulement le peuple doit être en armes (ce que la Commune fait en abolissant l'armée permanente et en la remplaçant par une milice populaire, la garde nationale) mais ce peuple doit aussi exercer une répression sur la bourgeoisie, sur ses moyens d'existence et ses moyens d'actions (ce que la Commune ne fait pas en ne marchant pas immédiatement sur Versailles, en n'investissant pas la Banque de France, en laissant s'organiser la réaction au centre même de Paris...)- Il est impossible de faire autrement, car il faut gagner du temps, ce temps si précieux pour mettre à l'abri la révolution en cours, pour permettre la mise en place de ce nouveau type de gouvernement par la base. La bourgeoisie était-elle prête à être tranquillement dépossédée ? Avait-elle l'intention d'assister calmement à l'union de Paris avec les paysans, avec les travailleurs des autres pays ? Combien faut-il de temps à la classe ouvrière pour en finir avec la lutte des classes, avec toute domination de classe ? Si la classe ouvrière au pouvoir ne réprime pas la bourgeoisie, elle ne le saura jamais. Voilà une leçon de la Commune.

2) Que faire du pouvoir ?

L'autre grande leçon de la Commune, tirée aussitôt par Marx, c'est que *«la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine d'Etat et la faire fonctionner pour son propre compte»*. Elle doit *«détruire cet instrument de domination de classe »* car *«l'instrument politique de son asservissement ne peut servir d'instrument politique de son émancipation.»* La classe ouvrière, une fois qu'elle a pris le pouvoir à la bourgeoisie, doit entamer immédiatement la démolition de l'appareil d'Etat conquis. Car l'Etat, avec son armée, sa police, sa justice, est le moyen d'oppression d'une classe sur une autre.

En cela, la Commune a beaucoup apporté au mouvement ouvrier en supprimant l'armée permanente ou en s'attaquant aux fonctionnaires (police y compris) devenus éligibles et révocables, ou encore en séparant l'Eglise de l'Etat, c'est à dire en détruisant les moyens de répression et d'oppression de la bourgeoisie. Mais la Commune brise également la machine d'Etat en injectant une démocratie transparente, immédiate et permanente dans toute la vie sociale du peuple : le travailleur doit être capable de décider de l'avenir des autres parce que c'est aussi son avenir. Pour qu'un jour il soit capable de philosopher, planter des tomates, étudier, élever ses enfants, faire de la gestion ou chanter.



Une transformation forcément très lente qui signifie la lente disparition des différences de classe, des classes elles-mêmes et de l'Etat, de tout Etat. Marx écrit en effet, dès mai 1871, que la Commune ne fut *«pas une révolution contre telle ou telle forme de pouvoir d'Etat (...) ce fut une contre l'Etat lui-même»*. LENINE ajoute dans L'ETAT ET LA REVOLUTION, *«que tous deviennent pour un temps «bureaucrates» et que, de ce fait, personne ne puisse devenir «bureaucrate»*.

D'un côté, il faut détruire l'appareil d'Etat par des mesures autoritaires, de l'autre, s'amorce le dépérissement de l'Etat lui-même, gangrené par cette démocratie à la base, «au grand jour», quotidienne, décentralisée, vivante, l'arme puissante du prolétariat qui engendre une nouvelle forme d'Etat mais en même temps doit conduire à la disparition de toute forme d'Etat. Pour travailler à la destruction de l'Etat, il est nécessaire de le remplacer par un nouveau type d'Etat mais qui n'en soit plus vraiment un !

La Commune, dans son échec, met ici en évidence, pour la première fois, un problème fondamental pour le mouvement ouvrier : comment arriver au communisme, lorsque le pouvoir est pris ?...Ce qui nous amène à considérer un troisième enseignement de l'expérience parisienne :

3) L'organisation de la classe ouvrière

Le déroulement de la Commune, mais aussi la période qui la précède, révèle constamment la grande faiblesse du mouvement ouvrier parisien: son manque d'organisation.

Pour marcher sur Versailles, pour agir rapidement, pour faire fonctionner son armée, pour s'emparer

de la Banque de France, pour réaliser l'union avec les travailleurs de la province, pour gagner du temps et des alliés, il faut inévitablement une centralisation des décisions, une unité d'action et d'opinion.

Le Conseil de la Commune ne manquait pas d'idées ni d'initiatives, mais le Comité central de la Garde nationale non plus, ni d'ailleurs les fédérés dans



Karl Marx et Friedrich Engels - combattants pour les intérêts et l'avenir de la classe ouvrière

leurs bataillons, de même pour le Ministère de la Guerre, ou les comités de femmes, ou...La démocratie éclatait dans tous les sens. Mais comment agir ? Comment passer à l'action, dans l'urgence par exemple ? Une des principales préoccupations d'Eugène Varlin ou de Léo Fränkel, membres ouvriers parisiens de l'Internationale, fut d'essayer sans cesse de réaliser l'union révolutionnaire des ouvriers dans un parti à eux, représentatif de leur combativité, une organisation éloignée des influences hésitantes et fluctuantes qui viennent affaiblir la formidable mobilisation des travailleurs, depuis cette guerre contre les prussiens. Devant les échecs répétés de ces tentatives d'organisation, Varlin pensait, comme Marx, que ce serait une folie de proclamer la Commune dans l'état d'impréparation et d'inorganisation de la classe ouvrière. Celle-ci s'est en effet laissée surprendre le 18 mars, par

la provocation de la bourgeoisie. Les communards ont perdu du temps, en hésitant, en discutant sans cesse, en écoutant trop tout le monde, pas assez quelques-uns, en ne sachant pas qui décide de quoi, aveuglés par la soudaine victoire qui les rend si magnanimes pour les vaincus. La Commune passa à « l'assaut du ciel », mais aussi elle fut une trop bonne fille !

Le romantisme et l'idéalisme révolutionnaires remplissaient l'air : Fraternité ! Egalité ! Victoire ! République Universelle (en plus, au début de la Commune il faisait un temps magnifique) !

Mais l'organisation et le romantisme révolutionnaire font deux quand il s'agit d'organiser le ravitaillement d'une ville assiégée par les prussiens ou d'organiser sa vie économique. La Commune était comme cela parce que la classe ouvrière ne s'était pas présentée elle-même, dans sa forme la plus combative, avec ses propres revendications, dans une forme organisée capable d'agir avec détermination et de faire prévaloir son point de vue d'une

façon autonome, c'est à dire son parti. Dans les années qui suivirent, d'ailleurs, la principale activité de Marx et d'Engels fut d'encourager la naissance et la construction des premiers partis ouvriers révolutionnaires modernes dans différents pays. Aussi, pendant qu'il égorge les ouvriers, ce bon Thiers tente de se rassurer, lui et les gros capitalistes et propriétaires fonciers en déclarant: *« nous sommes débarrassés du socialisme »*.

Mais malgré la répression terrible, la falsification phénoménale de la réalité, l'interdiction de l'Internationale, l'affaiblissement momentané du mouvement ouvrier français, la bourgeoisie ne peut empêcher l'expérience parisienne d'avoir un écho d'une ampleur exceptionnelle auprès des exploités du monde entier.

Le drapeau de la Commune est devenu celui de la révolution universelle, de l'émancipation des travailleurs...

...Pour longtemps encore !

Le peuple russe se soulève en 1905, et en 1917 il reprend le drapeau de la Commune.

Lénine balaie la planète des capitalistes, des rois, des papes et des généraux.



La Commune et l'Internationale

La Commune était plus qu'un « soulèvement radical », c'était une révolution nouvelle par-delà les frontières, pour le peuple, par le peuple.

Pendant près d'un siècle, le peuple de Paris s'était retrouvé en première ligne, entraîné par les révolutions bourgeoises de 1789, 1830, de février 1848, réprimé en juin 1848 et décembre 1851, plongé dans la misère par les

guerres et la corruption. Il avait réagi chaque fois en créant des journaux, des clubs, des associations ouvrières légales ou secrètes. C'étaient des lieux largement ouverts où il s'éduquait, mêlant militants de 48 et jeunes, français et étrangers. C'était aussi la parution du « *Manifeste du Parti Communiste* » en 1848, la création de l'Association Internationale des travailleurs (AIT) en 1864, la conquête d'une forme de droit syndical en 1866.

La République universelle

La Commune a adopté ce mot d'ordre de « *République Universelle* » pour rassembler les prolétaires et autres travailleurs de différents pays. Elle a progressivement exclu tout réflexe nationaliste au profit de la lutte de classe. Symbole des guerres napoléoniennes dont les peuples européens avaient été victimes, la colonne Vendôme a été détruite ainsi que la guillotine.

Dès le départ, la Commune a été liée à l'AIT. Beaucoup d'étrangers, membres ou non de l'Internationale, ont participé à l'orientation et à l'organisation du nouvel État, à la production et aux combats.

Beaucoup de ses membres ont dénoncé la colonisation de l'Algérie, l'écrasement de l'insurrection polonaise en 1863 par le tsar, l'intervention de la France en Italie.

Marx, à Londres à cette époque, et l'Internationale ont soutenu la Commune et inspiré des initiatives comme la constitution de l'Union des Femmes,

Des membres de cette Union comme E. Dmitrieff et N. Le Mel ont participé à l'organisation des couturières et des lavandières. Elles ont été de tous les combats politiques, y compris sur les barricades. Elles incarnaient

une association de toutes les énergies et de toutes les intelligences pour une « *fédération universelle des peuples à l'échelle internationale* ».

C'est cette solidarité internationale multiforme que l'on retrouve dans « L'Internationale » la chanson d'Eugène Pottier : « *Debout les damnés de la terre, debout les forçats de la faim ! ...*

Paix entre nous, guerre aux tyrans !



La solidarité internationale, vitale dans la révolution

Pour réprimer la Commune, toute la réaction européenne réunit ses forces. En 1872, Marx tira l'enseignement fondamental de la défaite de la Commune de Paris :

« *Citoyens, pensons à ce principe fondamental de l'Internationale : la solidarité. C'est en établissant sûr de fortes bases, entre tous les travailleurs de tous les pays, ce principe vivifiant que nous atteindrons le grand but que nous nous proposons. La révolution doit être solidaire, et nous en trouvons un grand exemple dans la Commune de Paris qui est tombée parce que dans tous les centres, à Berlin, à Madrid, etc., n'a point surgi un grand mouvement*

révolutionnaire correspondant à cette levée suprême du prolétariat parisien. » (Marx/Engels, Œuvres choisies, t. 2, Éditions du progrès, Moscou).

Pas d'émancipation ni de victoire de notre classe, sans internationalisme, ni rencontres avec ceux qui subissent la même chose que nous, d'où qu'ils soient. L'histoire n'offre pas de recettes, mais la Commune de Paris montre la nécessité de l'internationalisme prolétarien organisé face à l'impérialisme mondial multipolaire. Pour cela, notre organisation, l'Union Prolétarienne Marxiste-Léniniste est membre de la Coordination Internationale des Partis et Organisations révolutionnaires (ICOR).

QUELQUES QUESTIONS --- et réponses --- SUR LA COMMUNE

Après sa première rédaction le Journal Partisan avait organisé plusieurs réunion-débats autour de ce grand événement historique. Nous avons alors noté les questions qui revenaient le plus souvent dans les débats. Ces questions les voici accompagnées bien sûr de nos réponses. Nous avons ainsi l'occasion d'y répondre de manière plus argumentée et plus précise.

Pourquoi le patriotisme de la Commune ?

Concrètement cela s'explique par la situation. L'empereur Napoléon 3 a été battu par l'empire prussien, et celui-ci assiège Paris, l'affame et exige des réparations de guerre. La nation républicaine, la République a de nouveau été proclamée après la défaite napoléonienne, est envahie et soumise à la monarchie prussienne. Une double question se pose alors la défense de la république et la défense nationale. C'est sur cette base que se forme la Garde Nationale. Le patriotisme des Communards n'a rien à voir avec le nationalisme réactionnaire qu'on voit aujourd'hui : ce patriotisme est progressiste. Il est issu de la Révolution de 1789. La défense de la patrie républicaine est identifiée à la lutte contre les monarchies. D'autre part le peuple parisien qui s'engage dans la Garde Nationale est hétérogène, les ouvriers côtoient les petits et moyens bourgeois, l'alliance anti prussienne est large.

Pourquoi les Prussiens n'attaquent pas la Commune ?

L'avis des Prussiens, pas mécontent de l'affaiblissement français, c'est que ceux-ci règlent leurs problèmes entre eux. L'essentiel c'est que la France paie la dette de guerre de 5 milliards de francs. Mais de fait dans le conflit qui oppose la bourgeoisie versaillaise au peuple parisien, les prussiens choisissent de soutenir la première. Une fois la Commune proclamée, ils encerclent toujours Paris, au nord et à l'est. Ils pénètrent même dans l'est de la ville. Ils libèrent les anciens soldats de l'empire et les dirigent vers Versailles ; enfin ils livreront aux versaillais tous les Communards leur tombant sous la main.

La Commune, est-ce vraiment un état ouvrier; comme le fût, après la révolution de 1917, l'état soviétique ?

Le sous-entendu de cette question faite sous forme d'affirmation c'est que pour qu'il y ait un

réel pouvoir ouvrier il faut qu'auparavant il y ait eu une véritable Révolution sociale, un véritable prolétariat qui se lance à l'assaut et qui, au préalable, s'est organisé en Parti, etc... Bref la Révolution russe aurait été le modèle, incontournable, de toute révolution. Modèle servant de guide pour juger du caractère ou non « ouvrier » de toute autre révolution.

Outre qu'une pareille démarche à une allure dogmatique elle a surtout le tort de ne prendre en considération que l'apparence des choses. La Commune démarre comme une riposte patriotique et républicaine à une tentative de désarmement de la Garde Nationale par les unités militaires régulières: «on veut trahir Paris, la livrer à l'empire prussien». Cela n'est pas en soi « socialiste », mais républicain et radical. En plus l'élection de la Commune se déroule de manière très « démocratique » et les députés sont loin d'être tous des prolétaires. Etc. Nous n'avons pas encore vu de révolution purement socialiste, et surtout démarrant au nom d'idéaux socialistes. Les associations socialistes ou communistes quelques soient leurs importances, leurs poids politiques ne sont jamais majoritaires parmi les prolétaires. Les révolutions commencent bien souvent au nom d'injustices immédiatement perçues comme telles : le peuple veut du pain, la terre, la paix (ou la guerre, comme pour la Commune !) ou conserver la dignité en gardant, la maîtrise de ses canons : et ce fût la Commune de Paris. Ce n'est qu'après, que largement le peuple prend conscience de l'ampleur des contradictions sociales. Tous les intérêts antagoniques alors se font jour et le processus révolutionnaire se radicalise. Les contradictions jusqu'alors masquées apparaissent pour ce qu'elles sont des conflits de classes. Chacun affirme ses propres intérêts et un processus démarré comme un mouvement patriotique devient un mouvement social ; choisissant ses représentants, s'organisant en Commune révolutionnaire (ou en Soviet — c'est à dire Conseil), affiche ses revendications sociales, politiques,

économiques et prend des initiatives pour les réaliser. C'est ainsi que la Commune confisque les biens des Versaillais ; réquisitionne les usines et ateliers abandonnés par les bourgeois pour les remettre en gestion aux associations ouvrières. Il faut savoir qu'un décret, sans doute le plus important, instituait une organisation de la grande industrie, qui devait non seulement reposer sur l'association des travailleurs dans chaque fabrique, mais aussi réunir toutes ces associations dans une grande fédération. K. Marx dira à ce propos, dans « La guerre civile en France », que cette organisation de l'industrie devait finalement aboutir au communisme.

Ce sont donc ces réformes ou projet de réformes qui seront avant toute chose (quel que soit la conscience qu'on a des événements, quelques soient les déclarations en tout genre, les drapeaux...) la marque de l'état ouvrier. Un état représentant une nouvelle majorité sociale et politique imposant par la force, aux bourgeois ou aux autres classes ou couches dominantes déchues, ses intérêts, ses besoins, ses revendications, sa loi. C'est ce que Marx a alors appelé la dictature du prolétariat.

« Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salutaire en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat ». (Frédéric Engels)

Faut-il un Parti, quand on sait par expérience que les partis se substituent aux masses populaires ?

A contrario on pourrait dire aussi qu'à défaut d'organisation (quel que soit le nom qu'on lui donne : Association, Club, Syndicat, Front ou Parti, ou encore, à propos de la Commune, Comité Central de la Garde Nationale), les insurrections populaires, y compris celles qui embrasent des régions entières, échouent plus ou moins rapidement.

Et la Commune n'échappe pas à la règle, elle ne vivra, faute d'organisation, que 72 jours. Le Comité Central de la Garde Nationale ou l'ensemble des députés élus ne peuvent remplacer le Parti révolutionnaire. Il manque, à la Commune, tout d'abord le Parti ouvrier révolutionnaire, ayant, non seulement une influence poli-

tique essentielle sur les avant-gardes ouvrières et populaires, mais aussi ayant une claire conscience de la nature des événements qui se déroulent, des décisions à prendre, des alliances à tisser avec la petite paysannerie, avec certaines couches petites bourgeoises... pour que l'insurrection accouche d'une véritable révolution et pas d'autre chose. Et là nous savons que les Communards furent terriblement dépourvus de réflexions et bien hésitants. Ne s'emparant pas, par exemple, de la Banque de France ; restant sur la défensive par rapport à Versailles, ...

Ce que l'on doit tirer comme enseignement de la coupure possible des organisations révolutionnaires d'avec les masses populaires ce n'est pas qu'il n'en faut pas. C'est, par exemple, qu'il doit régner en leur sein un état d'esprit démocratique qui, sans se perdre en vaines palabres, doit déboucher sur une politique majoritaire, issue des débats, qui soit ensuite centralisé et se transforme en acte. C'est que cette pratique soit l'objet de bilan, de débats nouveaux et ainsi de suite. C'est que l'organisation révolutionnaire soit constamment contrôlée par les masses dans les quartiers, dans les entreprises ; que ses cadres soient renouvelés dans leurs responsabilités, ect. Et surtout que ceux qu'on désigne à des fonctions de direction n'aient point de privilège. Ou mieux, en est un, de privilège : celui de travailler sans cesse à ne plus être nécessaire, à ce que d'autres hommes ou femmes soient capables de remplir les mêmes fonctions pour qu'on puisse ainsi abolir la différence entre travail manuel et travail intellectuel, entre dirigeants et dirigés. A défaut de cela les structures peuvent « dégénérer », se substituer aux peuples, devenir non pas un instrument du peuple pour son émancipation mais l'instrument d'une classe de nouveaux privilégiés ayant dans la société leurs propres intérêts à défendre.

Comment se comporta la Commune vis à vis des étrangers ?

Tout d'abord, comme dans tout mouvement social profond, ce sont les contradictions sociales, les contradictions entre les classes qui l'emportent. La France se trouve à cette époque dans une phase d'expansion du capitalisme, dans une phase qui aspire la main d'œuvre et tout le monde travaille. Ensuite le chauvinisme français à cette époque est beaucoup moins fort

qu'à la veille de la première guerre mondiale. On circule beaucoup en Europe dans les années 70, c'est pour cela qu'on trouvera dans les rangs des Communards, et parfois à leur tête, des Hongrois, des Polonais, des Italiens, etc.

Enfin, pour concrétiser tout cela, une des premières mesures révolutionnaires de la Commune fût de confirmer dans leurs fonctions les étrangers élus le 26 mars, car «le drapeau de la Commune est celui de la République universelle».

Pourquoi se fixer comme but d'avoir, ou de prendre le pouvoir, car le pouvoir corrompt souvent les meilleurs révolutionnaires ?

« La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait continuer à se servir de l'ancien appareil d'Etat ; pour ne pas perdre à nouveau la domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part éliminer le vieil appareil d'oppression jusque-là employé contre elle-même, mais d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les proclamant, en tout temps et sans exception, révocables.... » (Frédéric Engels). Car l'histoire avait montré, dira le même auteur « qu'avec le temps les organismes, dont le sommet était le pouvoir de l'Etat, se transforment, en servant leurs intérêts particuliers, de serviteurs de la société en maître de celle-ci... Et pour éviter cette transformation, inévitable dans tous les régimes antérieurs... la Commune employa deux moyens infaillibles. Premièrement, elle soumit toutes les places d'administration, de la justice et de l'enseignement au choix des intéressés par élection au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et, deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux

plus élevés, que par des salaires que percevaient les autres ouvriers. »

« Mais, dira encore Engels, en réalité l'Etat n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par une autre... il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles soit en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'Etat. »

Quelle attitude a eu la province par rapport à la Commune ? Par rapport à Thiers ?

On pourrait tout autant poser la question à l'envers : « Quel a été l'attitude de Paris par rapport à la province ? » Car d'autres «Communes» furent proclamées avant celle de Paris. Mais surtout l'idée « communarde » n'appartient pas qu'à Paris. C'est une très vieille idée, datant d'avant la chute de la Monarchie en 1789. Cette idée remonte sans doute au Moyen Age, elle affirmait alors le désir d'autonomie à l'égard d'un pouvoir féodal et royal très centralisé. Puis elle fût reprise par les républicains dans les années les plus fortes de la Révolution. Pour enfin resurgir là où on ne l'attendait plus, dans les Communes des années 70, et surtout sous une forme radicale et populaire. Exprimant une nouvelle autonomie, une nouvelle indépendance face à la bourgeoisie. Ce que nous savons c'est que la province populaire (paysannerie comprise) se reconnut très fort dans le drapeau rouge de la révolte. La bourgeoisie versaillaise eut bien du mal à reconstruire une armée, la province fournissant peu d'hommes. Ce sont les « ennemis » prussiens qui lui fournirent ces hommes !

Avril 1997

**Lisez notre bulletin,
demandez-le à notre
boite email :**

**Contact-
upml@riseup.ne**



BIBLIOGRAPHIE

Nous savons que l'histoire est écrite et enseignée par les vainqueurs. On ne s'étonnera donc pas outre mesure de l'absence quasi totale de la « Commune de Paris » dans les manuels scolaires ou dans les revues « d'Histoire » (comparez avec le phénomène Napoléon !). De même, les rayonnages des librairies sont particulièrement pauvres sur ce sujet. Voici ceux qu'on vous recommande et qu'on peut plus ou moins trouver ; tout d'abord 2 grands classiques incontournables :

* **La Guerre civile en France**, de Karl Marx. Ecrit quasiment pendant le feu de l'action, celui-ci tire les leçons de la Commune. C'est l'ébauche de la théorie marxiste de l'état et de son rapport à la révolution. Et V.I. Lénine : **L'Etat et la Révolution**

* *Histoire de la Commune de 1871*, de Lissagaray, éd. Maspéro. La référence pour qui veut suivre la palpitante aventure communarde, jour après jour, par l'un de ces acteurs. Très détaillée.

* *La Commune de 1871*, de Talés, éd. Spartacus. Précise et facile à lire.

* *Sur les traces des Communards*, de Braire, éd. Les amis de la Commune. Un guide de la Commune, à travers le Paris d'aujourd'hui. Très vivant et très illustré.

* *Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné*, de Cordillo, éd. Ouvrières.

* *La Commune par ceux qui l'ont vécue*, un recueil de témoignage de Laure Godineau (Parigramme)

* *Histoire de la Commune dans le 13^{ème} arrondissement de Paris*. Ed. de la butte au Caille

* *Mémoires d'un communard* de Jean Allemane (éd. Maspéro)

* La superbe collection Découvertes de Gallimard a publié en 1995, *un Paris insurgé, la Commune de 1871*, de Rougerie. Très bien illustré et largement accessible.

* *A l'assaut du ciel, de Raoul Dubois aux Editions Ouvrières en 1991.*

* *Sur les femmes de la Commune, les Pétroleuses*, d'Edith Thomas, chez Gallimard.

* *Souvenir d'une morte vivante* de Victorine Brocher (éd Maspéro)

* Et un roman vivant et passionné à lire : *Le canon fraternité* de Jean-Pierre Chabrol. Ed. Gallimard

* *1871 : La Commune de Paris*. Un ensemble de textes de « nos » grands écrivains du 19^{ème} siècle. On s'étonnera des propos des Zola, G.Sand, Flaubert, Goncourt, Feydeau, etc. Ed. Levi-Messinger.

Vous trouverez ces ouvrages, neufs ou d'occasions, dans une librairie bien sympathique : **LE POINT DU JOUR**, 58 rue Gay Lussac, 75005 Paris. Tél.: 01 43 26 20 17 ; Ouverte du mardi au samedi de 10 h. à 18 h.

Films et Vidéos

La Commune, de Ménégoz, 1951.

Et si on avait su...., produit par l'Iskra (un collectif de cinéma militant des années 1970).

Louise Michel, la Commune et nous, réalisé en 1972. Nous n'en savons pas plus.

La barricade du point du jour, réalisé par FR3, pour « les Amis de la Commune »

La Commune de Paris (2004) --- 52', de Medhi Lallaoui

La Commune (Paris 1871) de Peter Watkins, un film très vivant, quasi théâtral de 5 heures 30

La vidéothèque de Paris possède à son catalogue 19 films évoquant de près ou de loin la Commune.

France 5 a fait une émission sur la Commune de 71 dans le cadre de ses « Lundi de l'Histoire ».

Une très ancienne Association: « *Les Amis de la Commune, 1871* » existe 46, rue des Cinq-Diamants, 75013 Paris). Cette association a publié de nombreux ouvrages, entre autres une série de 6 brochures. Elles sont bien faites, très pédagogiques et ont pour titres:

* *La démocratie en marche: la Commune.*

* *La Commune et l'école.*

* *Léo Fränkel: Ministre du Travail de la Commune.*

* *La Commune et la culture.*

* *La Commune et les étrangers.*

* *La Commune et les Femmes.*

Par ailleurs une salle du Musée de St Denis (93) est consacrée à la Commune de Paris

« La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait continuer à se servir de l'ancien appareil d'Etat ; pour ne pas perdre à nouveau la domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part éliminer le vieil appareil d'oppression jusque-là employé contre elle-même, mais d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les proclamant, en tout temps et sans exception, révocables.... Avec le temps les organismes, dont le sommet était le pouvoir de l'Etat, se transforment, en servant leurs intérêts particuliers, de serviteurs de la société en maître de celle-ci... Et pour éviter cette transformation, inévitable dans tous les régimes antérieurs... la Commune employa deux moyens infailibles. Premièrement, elle soumit toutes les places d'administration, de la justice et de l'enseignement au choix des intéressés par élection au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et, deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par des salaires que percevaient les autres ouvriers. »

Frédéric Engels

« Prolétaire Debout ! »

Le bulletin de l'Union Prolétarienne Marxiste-Léniniste

Pour nous joindre : contact-upml@riseup.net

Notre blog : <https://UPML.org>

Imprimerie spéciale